

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3641>

Marianne accorde sa « Carte blanche » à Thierry Beaudet

- Regards -

Date de mise en ligne : lundi 2 avril 2012

Description :

Sous le titre « Notre santé : l'oubliée du débat », Thierry Beaudet, président de la MGEN et du groupe Istya, alerte sur l'absence de la santé parmi les thèmes portés par les candidats à la présidentielle.

Rencontres Sociales

Sous le titre « Notre santé : l'oubliée du débat », Thierry Beaudet, président de la MGEN et du groupe Istya, alerte sur l'absence de la santé parmi les thèmes portés par les candidats à la présidentielle. Retrouvez ci-dessous l'intégrale de la tribune publiée dans l'édition de Marianne du 31 mars 2012.

« Les 38 millions de nos concitoyens qui accordent leur confiance à une mutuelle ont des raisons d'être surpris. En cinq ans, la santé et la qualité des soins sont passées au troisième rang des préoccupations des Français, après l'emploi et le pouvoir d'achat. En forte progression par rapport à 2007, ce que confirment observations quotidiennes et enquêtes multiples.

Mais les programmes et les discours des candidats à l'élection présidentielle réduisent la santé à la portion congrue. Quelques photos avec des blouses blanches, le rappel de principes généraux, forcément généreux... Trop peu de propositions concrètes. A notre avis, rien encore au niveau des enjeux d'un système de santé certes toujours remarquable mais désormais vulnérable.

Depuis des mois, la Mutualité Française, la MGEN aussi, organisent des réunions publiques riches d'enseignements sur l'avenir de la protection sociale et de notre système de santé.

Les attentes sont fortes. Les inquiétudes aussi. Très fortes.

- ▶ Sur l'accès à des soins de qualité, les déserts médicaux.
- ▶ Sur les remboursements, la capacité à régler ses soins.
- ▶ Sur l'invraisemblable maquis des différents tarifs.
- ▶ Sur l'endettement abyssal, le « gouffre de la sécu ».
- ▶ Sur la peur de l'exclusion du fait de la pauvreté, de l'âge, d'un déficit d'orientation.
- ▶ Sur les soins à domicile, les soins aux personnes âgées en perte d'autonomie, les soins aux personnes en situation de handicap.

Labyrinthe des parcours de soins, délais d'attente, dépassements d'honoraires, franchises, taxations, complications administratives, troublent les usagers.

Les inégalités se multiplient. Une personne sur six renonce à des soins, faute d'argent. Sentiment de plus en plus partagé de réformes frappées du signe « moins ». Perception d'une solidarité nationale qui s'étiolle année après année.

Confrontation directe à une Assurance maladie ne couvrant plus guère désormais que la moitié des soins courants. Navigation à vue au sein d'un système à plusieurs vitesses. A bas bruit. Sans débat public.

Le système de santé français, inspiré de l'idéal républicain, poursuit un double objectif : améliorer aussi bien l'état de santé de l'ensemble de la population que celui de chaque citoyen. Comment en effet détacher le bien-être de chacun du bien-être de tous ?

L'augmentation continue de l'espérance de vie en bonne santé, atteste que le premier objectif a été atteint. Ce n'est pas le cas du second.

Les inégalités sociales de santé sont accablantes : à l'âge de 35 ans, l'espérance de vie sans incapacité d'un ouvrier

est inférieure de dix ans à celle d'un cadre supérieur. Dix ans...

Ces disparités résultent d'inégalités politiquement construites, socialement admises. Etrangères au libre-arbitre des personnes, elles sont moralement injustes. Seules des politiques publiques appropriées peuvent les corriger.

L'Assurance maladie, solidaire et obligatoire, est sans aucun doute l'une des plus grandes réalisations humaines. Ce que pensent deux-tiers des pays du monde qui n'en bénéficient pas encore et qui regardent avec envie notre système. Une raison de plus pour le conforter. Les dépenses de santé continueront de croître. Et c'est heureux dès lors qu'elles contribuent à l'amélioration de l'état de santé individuel et collectif, dès lors qu'elles garantissent un égal accès aux professionnels de santé, le juste prix, la sécurité.

Dans ces conditions, ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de notre époque que d'accumuler des mesures d'exonération privant l'Assurance maladie de ressources ô combien nécessaires, sans que leur effet sur l'emploi soit démontré.

Comment alors accepter les conséquences de ces politiques ? Double mutation pernicieuse de l'assurance maladie publique universelle vers la protection privée segmentée, de l'hôpital public vers la clinique commerciale. Une fois encore, en cette période électorale, qui nous invite tous à réfléchir à l'avenir de notre pays, la santé n'est pas abordée à la hauteur des enjeux qu'elle représente.

La Constitution de la République garantit à tous la protection de la santé. Ce droit ne se transforme-t-il pas insidieusement en passe-droit, demain en privilège ?

Qu'on ne nous dise pas que ces questions sont trop techniques pour intéresser nos concitoyens. En témoigne le million de signatures recueilli par la Mutualité Française, pour refuser la taxation des mutuelles, en réalité la taxation de la santé, la taxation des ménages.

Notre dialogue mutualiste, en tous points du territoire national, ce que nous observons chaque jour, nous fondent à demander à l'ensemble des candidats que la santé de tous et de chacun ne soit pas l'oubliée du débat démocratique. »

Thierry BEAUDET

Président de la MGEN et du groupe Istya

Vice-président de la Mutualité Française